

Mémoire sur les propositions prébudgétaires de la communauté franco-ontarienne en vue du dépôt du budget 2023 du gouvernement de l'Ontario

Janvier 2023

Ottawa, le 23 janvier 2022

M. Peter Bethlenfalvy

Député provincial de Pickering-Uxbridge

Ministre des Finances

Ministère des Finances

Édifice Frost Sud

7, croissant Queen's Park, 7e étage

Toronto (Ontario) M7A 1Y7

Objet: Mémoire sur les propositions prébudgétaires de la communauté franco-ontarienne en vue du dépôt du budget 2023 du gouvernement de l'Ontario

Monsieur le Ministre,

Au nom de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario (AFO) et des 795 760 Franco-Ontariennes et Franco-Ontariens qu'elle représente, je vous remets quelques propositions en vue du prochain budget que vous déposerez en Chambre le printemps prochain. Depuis plus de 400 ans, les Franco-Ontariennes et les Franco-Ontariens façonnent l'Ontario, que ce soit en affaires, en éducation, en justice, en arts et en culture et dans plusieurs autres domaines. Nous avons l'intention de marquer encore davantage les 400 prochaines années de notre province et de notre pays.

Les propositions se retrouvant dans ce mémoire émanent du terrain. Afin de nous assurer de bien représenter notre francophonie, nous avons distribué un sondage en septembre 2022 auquel 175 leaders franco-ontariens ont répondu. Les résultats de ce sondage se retrouvent en pièce jointe du présent mémoire. Vous y constaterez que les francophones partagent plusieurs des priorités de la population générale de l'Ontario. Nous voulons vous aider à y appliquer une lentille francophone à ces sujets.

La santé en français, la grande priorité franco-ontarienne

L'accès à des soins de santé en français est une préoccupation de plus en plus importante chez les francophones. Lors de notre dernière assemblée générale annuelle, nos membres ont adopté à l'unanimité une résolution demandant à ce que « l'AFO fasse de la santé une grande priorité et

y accorde les ressources nécessaires afin d'intervenir proactivement en amont des décisions politiques. ».

Notre sondage de septembre est cohérent avec cette résolution. Comme vous pouvez le constater dans le tableau ci-dessous, l'accès à des soins de santé en français est une préoccupation de plus en plus importante au sein de notre communauté.

Réponse: Hausser l'accès à des services de santé en français de première ligne	Sondage Janvier 2021	Sondage Septembre 2022
	Question: Dans la liste ci-dessous, classez ces thèmes électoraux par ordre d'importance pour vous, 1 étant votre enjeu le plus important. (208 répondantes et répondants)	Dans la liste ci-dessous, identifiez vos cinq plus grandes priorités par ordre d'importance, 1 étant votre enjeu le plus important.
Priorité 1	27,56 % (1er)	36,89 % (1er)
Priorité 2	19,87 % (1er)	21,31 % (1er)
Priorité 3	15,38 % (1er)	14,75 % (3e)
Priorité 4	16,67 % (1er)	5,74 % (13e)
Priorité 5	6,41 % (9e)	6,56 % (15e)

De plus, le sondage démontre que les dossiers de l'accès à des services en français dans les soins de longue durée et à domicile ainsi que l'intégration de la variable linguistique sur la carte-santé sont des priorités importantes pour la francophonie.

Depuis la création du système de santé public ontarien, en 1965, certains éléments ont été mis en place pour aider les francophones à accéder à des services de santé en français.

- Appui à quatre hôpitaux gouvernés « par et pour les francophones », soit l'hôpital Montfort (Ottawa), l'Hôpital Notre-Dame (Hearst), l'hôpital de Smooth Rock Falls et l'hôpital général de Nipissing-Ouest (Sturgeon Falls), et à des hôpitaux désignés et partiellement désignés sous la LSF.
- Mise en place de centres de santé communautaires francophones et bilingues.
- Création des entités de planification de services de santé en français.
- Création du Conseil consultatifs des services de santé en français de
- Octroi des responsabilités liées aux services en français à une ou un sous-ministre adjoint.

Depuis la naissance du système de santé tel qu'on le connaît aujourd'hui, la lentille francophone n'a jamais été présente à la base de la planification, la conception, la prestation et l'évaluation des services de soins de santé. Une solidification de la structure des services en français s'impose au sein de l'ensemble du système. Cette solidification de la structure permettrait au gouvernement, en insérant la lentille francophone à la base de toutes initiatives, de mettre en oeuvre deux éléments législatifs et administratifs que vous avez adopté, soit:

- la [People's Healthcare Act](#), dont son préambule demande à ce que « la population de l'Ontario et son gouvernement reconnaissent que le système public de soins de santé devrait tenir compte de la diversité des collectivités de l'Ontario et à respecter les exigences de la *Loi sur les services en français* en ce qui concerne la planification, la conception, la prestation et l'évaluation de services de soins de santé destinés à la collectivité ontarienne de langue française. »
- la [Stratégie ontarienne pour les services en français](#), qui vise six aspects, dont la qualité et l'accès, la reddition de compte et la modernisation du cadre législatif.

Nous percevons un esprit de collaboration du ministère de la Santé, du ministère des Soins de longue durée et de Santé Ontario à améliorer la structure des services de santé en français. La prochaine année offre des opportunités de redéfinir la place des services en français dans l'administration du système. Le prochain budget doit soutenir le ministère de la Santé dans son travail de restructuration des services en français. Nous croyons également que le budget des entités de planification de services de santé en français devrait être bonifié, leur budget étant gelé depuis leur création, en 2010, ce qui ajoute à la pression sur ces organisations si précieuses pour la francophonie.

Recommandation 1

En respect avec la *Loi de 2019 sur les soins interconnectés* et de la Stratégie ontarienne pour les services en français, que le ministère de la Santé ait à sa disposition dans le budget 2023-24 les fonds nécessaires en vue d'être bien appuyée dans son objectif de restructurer les services en français au sein du système de santé et d'offrir activement des services de santé en français.

Investir dans le postsecondaire dans le Moyen-Nord

J'aimerais commencer cette section en levant mon chapeau à la communauté franco-ontarienne pour sa mobilisation exemplaire à la suite de la décision stratégique et délibérée de la Laurentian University de passer la hache sur la moitié des programmes universitaires de langue

française et de tenter, sans s'y cacher, de mettre en péril l'Université de Sudbury, université gouvernée par et pour les francophones, dont l'avenir devenait incertain. La solidarité et l'engagement de la francophonie ontarienne, et en particulier sur sa jeunesse, a été exemplaire.

Depuis le 1er février 2021, la communauté franco-ontarienne a fait son travail. Pour réparer les erreurs du passé et se doter d'une programmation universitaire en français répondant à ses besoins et à ceux du marché du travail, la communauté franco-ontarienne s'est mobilisée autour d'un projet : celui de la transformation de l'Université de Sudbury en université de langue française. Avec les deux mains sur sa programmation, la communauté franco-ontarienne est en mesure de répondre à ses besoins et continuer de contribuer à l'effervescence économique de l'Ontario.

Au cours de la dernière année, l'Université de Sudbury, sous la direction d'un recteur visionnaire, a accompli un travail colossal. Elle a amendé ses règlements administratifs afin de devenir une université laïque et gouvernée par et pour les francophones. L'Université de Sudbury a obtenu des fonds fédéraux pour répondre à l'appel de la ministre des Collèges et Universités, Jill Dunlop, à participer à un examen organisationnel de l'institution. Notre institution a exécuté son travail avec brio. Elle a livré tout ce que la province lui demandait.

La communauté franco-ontarienne a livré. L'Université de Sudbury a livré. Nous avons la croyance sincère que le gouvernement de l'Ontario a désormais tous les éléments en main pour livrer sur la modernisation et la pérennisation de la programmation universitaire de langue française dans le Moyen-Nord à travers de son institution phare : l'Université de Sudbury. Passons à l'action!

Recommandation 2

Que le ministère des Collèges et Universités de l'Ontario reconnaisse formellement le caractère public de l'Université de Sudbury et que le budget 2023-2024 du gouvernement de l'Ontario lui octroie le financement de base accordé aux universités publiques de la province.

Pour une *Loi sur les services en français* mise en oeuvre efficacement

Dans le cadre de la Stratégie ontarienne pour les services en français, le gouvernement de l'Ontario a mis sur table une modernisation de la culture des services en français dans la province. Le premier de trois piliers de cette stratégie, soit la proposition d'un cadre législatif

modernisé, est bien amorcé. En décembre dernier, votre gouvernement modernisait la *Loi sur les services en français*.

Selon la nouvelle loi, le gouvernement de l'Ontario a jusqu'à décembre 2024 pour s'y conformer. L'arrivée de l'offre active, tout d'abord inscrite dans la loi et mise en œuvre avec le nouveau [règlement 584/22](#), nécessitera des efforts de formation et de promotion auprès de la communauté franco-ontarienne et des organismes gouvernementaux au sens de la LSF. La communauté franco-ontarienne se doit d'être informée des nouvelles dispositions de la loi. Les organismes gouvernementaux au sens de la LSF, dont font partie des milliers d'organismes sans but lucratif, doivent comprendre leurs obligations face à la loi et doivent disposer des outils pour bien la mettre en œuvre.

Recommandation 3

Que le ministère des Finances accorde un financement additionnel au ministère des Affaires francophones pour la mise en œuvre et la promotion de la nouvelle *Loi sur les services en français* entre 2023 et 2026.

Main-d'œuvre francophone et bilingue recherchée

La pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue est le premier frein à l'épanouissement de notre communauté, ce qui a une incidence sur le développement économique et social de l'Ontario. Elle est présente partout: secteurs privés, publics et sans but lucratif. Dans plusieurs expertises servant de tremplin à notre communauté comme l'éducation, la santé, la justice et l'administration.

Voici quelques statistiques démontrant l'ampleur du défi

- Le [Rapport sur la pénurie de personnel enseignants dans le système d'éducation en langue française de l'Ontario](#) estime que l'Ontario aura besoin de 2 500 nouvelles enseignantes et nouveaux enseignants d'ici l'année scolaire 2025-2026.
- Nos intervenantes et intervenants en santé estiment à 2500 le nombre de postes désignés bilingues toujours vacants dans le milieu de la santé
- Le taux de rétention du personnel entre janvier et septembre 2022 dans les centres de garde d'enfants francophones est de 32 % dans le Centre-Sud-Ouest, de 33 % dans le Nord et de 65 % dans l'Est.

- Selon le sondage annuel 2022 d'Ontario NonProfit Network (ONN) et de l'AFO menée auprès des organismes sans but lucratif de la province, 74 % des organismes sans but lucratif franco-ontariens éprouvent des difficultés à recruter du personnel.
- Selon le rapport [Nursing Through Crisis](#) de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario, l'Ontario a un déficit de plus de 20 000 infirmières pour se rapprocher de la moyenne canadienne. 69 % des infirmières songent à quitter la profession d'ici cinq ans. Ce rapport ne donne pas d'information sur la capacité d'offrir des services en français, mais il est clair que cette situation rend le recrutement difficile pour les organisations désignées selon la LSF. Des initiatives spécifiques et appuyées doivent être entreprises.

La langue, après la proximité géographique, est le facteur influençant le plus les échanges commerciaux. Selon le *Livre blanc sur l'économie franco-ontarienne*, l'Ontario compte sur plus de **30 000 entreprises francophones**. La main-d'œuvre francophone et bilingue apportent un **apport économique de 80 milliards de dollars** dans la province. En 2017, les échanges économiques de l'Ontario avec les pays membres de l'Organisation internationale de la Francophonie s'établissaient à près de **17 milliards de dollars**.

La pénurie de main-d'œuvre affecte plus que le secteur privé. La difficulté de recruter dans des domaines aussi centraux que l'éducation et la santé augmente graduellement la difficulté des différents gouvernements d'offrir des services et de respecter ses obligations linguistiques, que ce soit via ses ministères, agences ou toutes tierces parties qui offrent des services en leur nom.

Relever le défi de la pénurie de main-d'œuvre francophone et bilingue nécessite la mise en œuvre d'initiatives multiples touchant le continuum d'éducation de langue française (de la garde d'enfants au postsecondaire), l'immigration francophone et l'immersion. La reconnaissance des diplômes professionnels s'ajoute aux difficultés rencontrées à l'embauche.

Recommandation 4a

Que le ministère des Finances mette de l'avant des initiatives en éducation et en immigration francophone afin d'augmenter le bassin de travailleuses et de travailleurs francophones et bilingues dans la province et contienne des initiatives visant à retenir le personnel déjà en place dans des postes désignés sous la *Loi sur les services en français*.

Recommandation 4b

Que le gouvernement de l'Ontario mobilise les ordres professionnels, les syndicats, les

employeurs et les institutions postsecondaire offrant des programmes francophones pour améliorer et accélérer le processus de reconnaissance des acquis et de mise à niveau des compétences pour les immigrantes et immigrants francophones et bilingues.

Je vous remercie pour toute l'attention portée à ce mémoire. Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements ou si vous avez des questions ou des commentaires, j'invite votre équipe à contacter le directeur des politiques et des relations gouvernementales de l'AFO, Bryan Michaud, par courriel à bmichaud@monassemblee.ca.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, mes salutations distinguées.

Le président,



Fabien Hébert

- C.c. L'hon. Caroline Mulroney, ministre des Affaires francophones
L'hon. Jill Dunlop, ministre des Collèges et Universités
L'hon. Sylvia Jones, ministre de la Santé
L'hon. Paul Calandra, ministre des Soins de longue durée
L'hon. Monte McNaughton, ministre du Travail, de l'Immigration, de la Formation et du Développement des compétences

L'Assemblée de la francophonie de l'Ontario est l'organisme rassembleur et la voix politique de la francophonie de l'Ontario.

C'est aussi

384 membres individuels;
150 membres associatifs; et
23 membres institutionnels.

Une communauté forte de 795 760 francophones vivant dans les quatre coins de la province de l'Ontario

Vision

Un Ontario français, uni dans sa diversité, solidaire dans ses actions et engagé collectivement afin d'assurer son mieux-être.

Conseil d'administration

L'AFO est dirigée par un conseil d'administration composé de 11 membres, soit une présidence (Fabien Hébert) et :

- 5 représentant.e.s des régions de l'Ontario (Centre : Mélinda Chartrand; Est : Marie-Claude Dicaire; Nord-Est : Marc Lavigne; Nord-Ouest : Claudette Gleeson; Sud-Ouest : Blandine Lesage)
 - 1 représentant.e du groupe identitaire « Aîné(e)s et retraité(e)s » (Denise Lemire)
 - 1 représentante du groupe identitaire « Femme » (Nicole Fortier Lévesque)
 - 1 représentant.e du groupe identitaire « Jeunesse » (vacant)
 - 2 représentant.e.s de la communauté des minorités raciales et ethnoculturelles francophones (MREF) (Luc Banaventure Amoussou et David Mbaya Kabamba)

Nous joindre

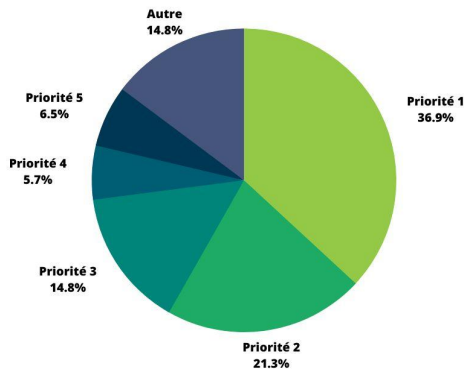
Assemblée de la francophonie de l'Ontario
435, rue Donald, bureau 336
Ottawa (Ontario) K1K 4X5
Tél.: 613-744-6649 ou 1 866 596-4692

Annexe

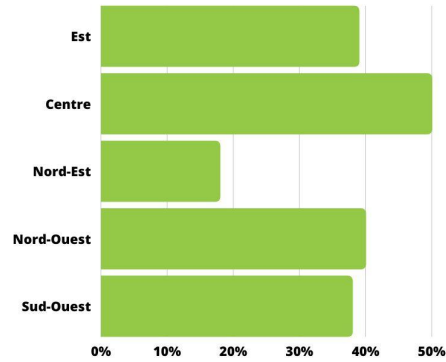
Résultats du sondage: points importants

Taux de réponses qui citent hausser l'accès à des services de santé en français de première ligne comme la priorité la plus important

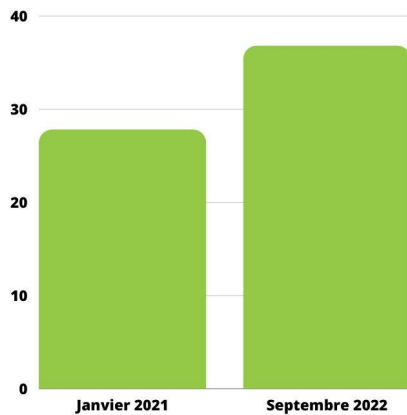
Niveau de priorité pour l'accès a des services de santé en français



Santé comme première priorité par région

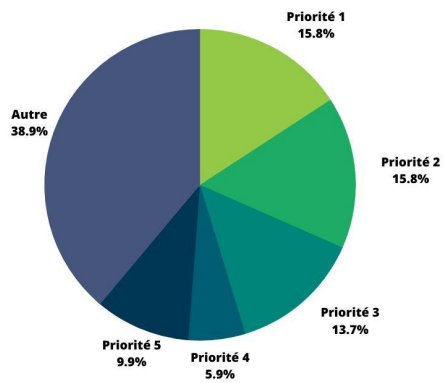


Santé comme 1e priorité

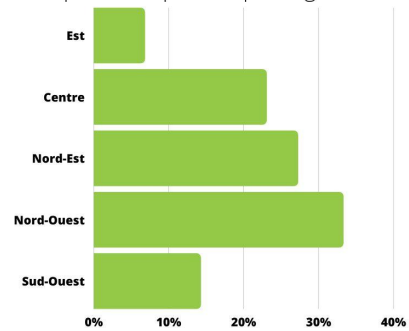


Taux de réponses qui citent hausser l'accès à l'éducation postsecondaire comme la priorité la plus importante

Niveau de priorité pour l'accès à l'éducation postsecondaire en français



Éducation postsecondaire comme première priorité par région



Résultats complets du sondage

Les résultats complets à l'échelle provinciale de ce sondage peuvent être consultés sur ce site web:

<https://docs.google.com/spreadsheets/d/e/2PACX-1vRfhG3vPXiPZB0pZVGpbUroBThSdJMOGdgxdkOPV2psxDsnayuXQxBlw1hT9vwfTXzppjaEMCfzAR7E/pubhtml>

Les résultats complets par région de ce sondage peuvent être consultés sur ce site web:

https://docs.google.com/spreadsheets/d/e/2PACX-1vSE_tfoUyaDb6HKjQVSY1Y8TE51gEW0h5Q0NdH6CTkqJt4M9L7xlzQ2rqmhrVcbxkXYCpt1B1x-zKZt/pubhtml